



MOTION DE SOUTIEN

du bureau de l'UD CGT-FO 22

À la jeunesse lycéenne mobilisée et aux personnels de l'Éducation nationale

Depuis fin septembre 2026, une puissante mobilisation lycéenne émerge partout : blocages, grèves et manifestations se multiplient contre la dégradation des conditions d'apprentissage ; suppressions de postes, cours non assurés faute d'enseignants, locaux vétustes, et sélection brutale de dizaines de milliers d'élèves par Parcoursup. Cette mobilisation se heurte à une répression violente du gouvernement : plus de 1 900 interpellations, dont 90 % de mineurs, au moins 170 lycéens blessés et près de 400 établissements touchés. **Nous avons le devoir de protéger notre jeunesse.**

Dans les Côtes-d'Armor, à Saint-Brieuc, à Lannion, à Dinan, Lamballe... le mouvement lycéen a donné lieu à des manifestations et à un face-à-face tendu avec les forces de l'ordre. **L'UD CGT-FO 22 refuse que la jeunesse de notre département soit traitée en ennemie** parce qu'elle exige le droit d'apprendre dans des conditions dignes.

Réunie le 2 octobre 2026, l'UD CGT-FO 22 avec ses syndicats SNFOLC 22 et SNUDI-FO 22, fait siennes les **revendications des lycéens**. Elle exige l'arrêt immédiat de la répression et la satisfaction des revendications des lycéens, et apporte son soutien plein et entier aux personnels de l'Éducation Nationale mobilisés à leurs côtés, confrontés aux mêmes conséquences des budgets d'austérité : suppression de classes, manque d'AESH, de remplaçants et de personnels RASED, dégradation des infrastructures scolaires.

L'UD CGT-FO 22 revendique :

- L'arrêt immédiat de la répression policière et judiciaire contre les lycéens mobilisés, et l'abandon des poursuites engagées contre des mineurs pour avoir exercé leur droit de manifester ;
- La satisfaction pleine et entière des revendications des lycéens, légitimes, sur leurs conditions d'apprentissage et contre la sélection brutale par Parcoursup ;
- Le retrait du projet de budget d'austérité et de ses 54 milliards d'euros de coupes, qui frappent de plein fouet les lycées comme l'ensemble des services publics et des salariés et qui s'oppose aux légitimes revendications des lycéens (vétusté des locaux, classes surchargées, temps insuffisant de restauration, défauts de mises aux normes entretien et sécurité...)
- Le recrutement immédiat des postes d'enseignants, d'AESH, de remplaçants et de personnels RASED manquants, et l'annulation des fermetures de classes déjà actées pour la rentrée 2026 ;
- Le refus de toute mise en cause de la responsabilité civile des familles, qui viendrait faire payer aux parents l'incurie budgétaire de l'État.

L'UD CGT-FO 22 dénonce avec force la répression qui s'abat sur la jeunesse scolarisée et exige l'arrêt immédiat des violences d'état et des poursuites contre les mineurs et refuse que la jeunesse paie le prix d'une politique d'austérité qu'elle n'a pas choisie, et que la réponse à une colère légitime soit la répression plutôt que l'attribution des moyens.

En conséquence, l'UD CGT-FO 22, à l'instar des lycéens qui nous montrent la voie, appelle les salariés de tout le secteur à se mobiliser en interprofessionnelle, à faire la jonction avec le mouvement de jeunesse pour aboutir au blocage du pays par la grève générale, à toute fin d'obtenir satisfaction de nos revendications qui passe le retrait immédiat du plan Macron-Lecornu de 54 millions de coupes budgétaires.

Fait à Saint-Brieuc, le 2 octobre 2026

Pour l'Union départementale CGT Force Ouvrière des Côtes d'Armor
Le bureau de l'UD